



## Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Christophe COUR.

## **Hors commission - Société Publique Locale "OCCITANIE EVENTS" - Statuts - Prise de participation - Acquisition de parts auprès de la Région Occitanie - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Région Occitanie par délibération en date du 20 juillet 2018 a acté la création d'une société publique locale (SPL), dont l'objet social réside dans la gestion, l'exploitation et le développement d'équipements participants à l'attractivité et à la promotion du territoire de ses actionnaires en matière d'évènementiel, ainsi que toute étude concourant à cet objectif. Cette société pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec ces objets et qui contribuent à leur réalisation. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

### **Contexte**

Cette création s'inscrit dans le contexte de la fin anticipée par protocole de résiliation, au 31 décembre 2018, de la délégation de service public de la Région Occitanie, relative à l'exploitation du Parc des expositions et de la Sud de France Aréna portée par la SAEML Montpellier Events. Il convient de rappeler que ce contrat porté par la Région, mettait la société gestionnaire en grave déficit structurel depuis plusieurs années, la condamnant progressivement à une cessation de paiement imminente.

La délibération de la Région Occitanie, propriétaire déléguant des équipements « Parc des expositions » et « Sud de France Aréna », a ainsi acté que cette nouvelle SPL serait dédiée à la gestion de ses deux équipements en délégation de service public (DSP), sous la forme d'un affermage, et dans le cadre d'une gestion distincte des équipements de la Métropole que sont le « Corum-Palais des congrès-Opéra », et le « Zénith Sud », eux-mêmes gérés par la SAEML Montpellier Events, jusqu'au 31 décembre 2019 suite à la prolongation du contrat de DSP.

Montpellier Méditerranée Métropole prend acte du dispositif proposé par la Région qui impose désormais une différenciation des futurs délégataires pour la gestion des quatre sites, autrefois exploités en totale synergie, par la même société dans le cadre d'une gouvernance partagée et équilibrée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie.

### **Création**

Par délibération en date du 20 septembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a acté sa souscription dans le cadre de la création de la SPL dénommée Occitanie Events et a désigné Madame Maud BODKIN en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale.

Toutefois, cette souscription n'a pas été retenue par la Région Occitanie au regard de son calendrier administratif ; l'Assemblée Générale Constitutive de la SPL Occitanie Events s'est ainsi tenue le 15 novembre 2018, sans acter la souscription de Montpellier Méditerranée Métropole parmi les fondateurs de la société aux côtés de la Commune de Pérols, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et du Département de l'Hérault.

Le capital de la SPL Occitanie Events, à hauteur de 1 500 000 € composé de 1 500 actions à valeur nominale de 1 000 €, est entièrement détenu par les collectivités territoriales et groupement.

La répartition du capital est actuellement la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Région Occitanie	1 470	1 470 000	98%	8
Pays de l'Or Agglomération	10	10 000	0,7%	1
Département de l'Hérault	10	10 000	0,7%	1
Commune de Pérols	10	10 000	0,7%	1
TOTAL	1 500	1 500 000	100%	11

Le Conseil d'administration est ainsi composé de 11 membres dans les statuts fondateurs. Madame Marie-Thérèse MERCIER a été nommée Présidente de la société lors du CA du 15 novembre 2018.

Un règlement intérieur viendra préciser ultérieurement le fonctionnement de la société, ainsi que la garantie pour chaque actionnaire, d'assurer le contrôle analogue sur la société.

### **Prise de participation de Montpellier Méditerranée Métropole**

Le Conseil d'Administration de la SPL Occitanie Events en date du 15 novembre 2018 a donné son agrément pour autoriser l'entrée de Montpellier Méditerranée Métropole au capital de la société, par cession d'une partie des actions de la Région Occitanie. La Commission Permanente de la Région Occitanie en date du 7 décembre 2018 a également autorisé la cession de 10 actions d'un montant de 1 000 € de la Région Occitanie à Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est ainsi à nouveau proposé d'entrer au capital de la SPL Occitanie Events conformément à l'article L1531-1 relatif aux dispositions du CGCT régissant les SPL ; Par ailleurs conformément à l'article L.1524-5 du CGCT, toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration. Les sièges sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement.

La nouvelle répartition du capital social serait la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Région Occitanie	1 460	1 460 000	97,33%	8
Montpellier Méditerranée Métropole	10	10 000	0,7%	1
Pays de l'Or Agglomération	10	10 000	0,7%	1
Département de l'Hérault	10	10 000	0,7%	1
Commune de Pérols	10	10 000	0,7%	1
TOTAL	1 500	1 500 000	100%	12

Le Conseil d'administration serait donc porté à 12 membres dont 1 siège serait attribué à Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient à cet effet de désigner un représentant pour Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration et aux Assemblées Générales de la société.

Le président propose la candidature de Mme Maud BODKIN.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°M2018-436 du 20 septembre 2018 relative à la souscription au capital dans le cadre de la création de la société Occitanie Events ;
- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir les parts de la Région Occitanie dans la Société Publique Locale Occitanie Events pour 10 000 € (soit 10 actions) et dire que ces crédits sont inscrits au chapitre 906 du budget de la Métropole ;
- approuver les statuts de la société Occitanie Events ;
- désigner Mme Maud BODKIN comme représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale, et la doter de tous pouvoirs à cet effet ;
- désigner Mme Maud BODKIN comme représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la Société Publique Locale et la doter de toutes fonctions dans ce cadre ;
- décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-69363A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.